

La Geostrategie De L'eau Dans Le Bassin Du Lac Tchad : Entre Enjeux De Developpement Et Conflit ?

Çad Gölü Havzasında Su Jeostratejisi: Kalkınma Sorunları ve Çatışma

Doktora, Hamidou IBRAHİMOU

Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi, Lisansüstü Eğitim Enstitüsü, Ankara, Türkiye
Ankara Hacı Bayram Veli University, Graduate School of Education, Ankara, Turkey
ibrahimfils7@yahoo.fr
ORCID: 0000-0003-1253-5304

Makale Bilgisi / Article Information

Makale Türü / Article Types : Araştırma Makalesi / Research Article
Geliş Tarihi / Received : 04.05.2022
Kabul Tarihi / Accepted : 16.05.2022
Yayın Tarihi / Published : 23.05.2022
Yayın Sezonu / Pub Date Season : Haziran / June
Cilt / Volume : 4 • **Sayı / Issue :** 1 • **Sayfa / Pages :** 21-39

Atıf / Cite as

AKSOY, E. (2019). La Geostrategie De L'eau Dans Le Bassin Du Lac Tchad : Entre Enjeux De Developpement Et Conflit? *AHBV Akdeniz Havzası ve Afrika Medeniyetleri Dergisi*, 4(1), 21-39.

Doi: 10.54132/akaf.1112542

İntihal / Plagiarism

Bu makale, en az iki hakem tarafından incelendi ve intihal içermediği teyit edildi.
This article has been reviewed by at least two referees and scanned via a plagiarism software.

Yayın Hakkı / Copyright©

Ankara Hacı Bayram Veli Üniversitesi, Akdeniz Havzası ve Afrika Medeniyetleri Dergisi uluslararası, bilimsel ve hakemli bir dergidir. Tüm hakları saklıdır.
Ankara Hacı Bayram Veli University, Journal of Mediterranean Basin and African Civilizations is an international, scientific and peer-reviewed journal. All rights reserved.

Resume: Cette analyse examine l'impact de la ressource en eau tant dans une perspective de développement que dans une logique de richesse naturelle pouvant entraîner l'émergence de conflit. Aujourd'hui, les pénuries et les problèmes d'accès à l'eau sont susceptibles de limiter la croissance économique d'un pays; ce qui fait de cette ressource naturelle un facteur important de développement. Dès lors, ces dernières années le réchauffement climatique combiné à la forte demande en eau, ont progressivement installé des sortes d'antagonismes autour de cette ressource. L'exemple du Lac Tchad partageant sa frontière avec 4 pays (Nigéria, Tchad, Niger et Cameroun), fait office d'une étude de cas sérieux quant à la réalité des problèmes liés à l'eau particulièrement en Afrique. Le concept de crise de l'eau est primordial en Afrique du fait de la croissance démographique rapide, mais également de la valeur intrinsèque que constitue l'eau pour le développement des pays africains (hydroélectricité, pêche, irrigation, eau potable etc.). Dans notre analyse, nous étudions l'eau d'abord comme étant une préoccupation sociale, mais nous évoquons

aussi l'influence des aspects politique, économique et climatique de cette ressource naturelle sur une population ou sur un Etat en général. D'un autre côté, cette contribution suggère qu'il existe des restrictions qui ne favorisent pas la gestion rationnelle de l'accès à l'eau, en vue d'atténuer les crises probables; car dans la région du lac Tchad il existe très peu de projets de développement participant à améliorer le quotidien des populations.

Mots clés: Lac Tchad, Eau, Développement, Conflit, Gouvernance

Öz: Bu analiz, su kaynaklarının etkisini hem kalkınma perspektifinden hem de çatışmanın ortaya çıkmasına neden olabilecek bir doğal zenginlik mantığından incelemektedir. Günümüzde, suya erişimdeki kısıtlıklar ve sorunlar, bir ülkenin ekonomik büyümesini büyük olasılıkla sınırlandırmaktadır; bu da bu doğal kaynağı önemli bir gelişme faktörü haline getiriyor. Bu nedenle, son yıllarda, küresel ısınma, yüksek su talebiyle birleşince, bu kaynağın etrafında giderek çeşitli antagonizmalar kurdu. Sınırını 4 ülkeyle (Nijerya, Çad, Nijer ve Kamerun) paylaşan Çad Gölü örneği, özellikle Afrika'da suyla ilgili sorunların gerçekliğine ilişkin ciddi bir vaka çalışması olarak hizmet ediyor. Afrika'da su krizi kavramı, hızlı nüfus artışı ve aynı zamanda suyun Afrika ülkelerinin kalkınması için temsil ettiği içsel değer (hidroelektrik, balıkçılık, sulama, içme suyu vb.) nedeniyle önemlidir. Analizimizde, önce suyu sosyal bir konu olarak inceliyoruz, ancak bu doğal kaynağın politik, ekonomik ve iklimsel yönlerinin bir nüfus veya genel olarak bir Devlet üzerindeki etkisini de tartışıyoruz. Öte yandan, bu katkı, olası krizleri azaltmak amacıyla suya erişimin rasyonel yönetimini desteklemeyen kısıtlamalar olduğunu; çünkü Çad Gölü bölgesinde, insanların günlük yaşamlarını iyileştirmeye katkıda bulunan çok az kalkınma projesi var.

Anahtar Kelimeler: Çad Gölü, Su, Kalkınma, Çatışma, Yönetişim

Introduction

Raymond Aron dans son analyse sur la «paix et la guerre» entre les nations considérait que l'espace peut être compris à la fois comme milieu, théâtre et enjeu (Aron, 1984). Cette triple conception de l'espace par Aron suppose un caractère multidimensionnel de l'espace à appréhender par les différents acteurs en présence. Un territoire bien que singulier peut être un espace à enjeux pluriels et intérêts multiples c'est-à-dire un enjeu géographique, politique, économique et donc stratégique. Dès lors, si l'espace est envisagé de manière dynamique et changeante, alors il devient l'objet de la géopolitique (Rosière, 2001). Ce bref rappel de Raymond Aron nous fait comprendre qu'un espace renfermant des ressources (humaines, naturelles – eau, sol et sous-sol...) peut être complexe et dissimuler un intérêt géostratégique pour les acteurs qui l'exploitent.

Aujourd'hui, la problématique de la ressource en eau dans le monde pousse les scientifiques, les politiques, les organisations internationales, les multination-

nales ou même les simples citoyens à s'interroger sur les enjeux actuels et futurs de cette denrée dans un espace donné. L'impact de la ressource en eau se fait observé dans tous les domaines : l'économie, la politique, le social et le climat qui sont tous des éléments indispensables dans la santé des Etats et des peuples. En Afrique, l'actualité récente d'un conflit potentiel lié à l'eau est celui du «fleuve du Nil». Le Nil est le plus long fleuve d'Afrique et joue un rôle capital dans l'économie de plusieurs pays. Il traverse 11 pays notamment le Soudan, l'Ethiopie, le Kenya et l'Egypte. Tous ces pays réclament le même droit d'utilisation de ce fleuve. De surcroît, des projets de construction de barrages hydroélectriques initiés par des pays riverains comme le Soudan et l'Ethiopie installent progressivement une crise géopolitique dans cette région¹. La mésentente autour du Nil ou de l'utilisation de la ressource en eau peut trouver une explication dans le paradigme du «*Greed and Grievance*». C'est un paradigme qui analyse les ressources naturelles comme un détonateur de conflit ou une opportunité de développement. L'eau dans son ensemble est une ressource qui recèle ces deux éléments c'est-à-dire un atout et une source potentielle de crise. L'apparition de conflit dans le Nil peut rationnellement être expliquée par cette méthode. Le *Greed and Grievance* met alors en exergue la forte concurrence des peuples pour les précieuses rétributions des ressources naturelles; celui-ci soutient que la course pour l'accès à ces ressources produit et alimente alors les conflits entre les peuples. Collier & Hoefler (2004, p. 564) soutiennent que les conflits et les révolutions sont expliqués par des circonstances atypiques qui globalement génèrent des opportunités rentables. Cela suggère que les conflits se produisent là où les pays ont la possibilité d'exploiter les ressources naturelles pour générer des plus-values, ce qui est actuellement le cas du fleuve du Nil. En 1995 le Vice-président de la Banque mondiale, Serageldin prédisait que, les guerres du futur seront des guerres pour l'accès à l'eau (Barone et Mayaux, 2019, p. 9).

L'eau est ainsi devenue un enjeu géostratégique majeur pouvant potentiellement engendrer des antagonismes comme nous l'avons observé. Selon l'UNESCO, «les pénuries et les problèmes d'accès à l'eau sont susceptibles de limiter la croissance économique». Surtout, près de 700 millions de personnes n'ont toujours pas accès à une eau potable et 2 milliards de personnes auraient besoin d'accéder à un assainissement amélioré (König, 2016). *Le monde va faire face à un déficit hydrique global de 40 % à partir de 2030* selon les experts du Programme mondial des Nations Unies pour l'évaluation des ressources en eau (Martine Valo, 2015). Cependant doit-on pour autant dire qu'il existe aujourd'hui une crise de

1 Géraldine Pflieger, Gestion et politique de l'eau, MOOC Coursera, Institut de Gouvernance de l'Environnement et de Développement Territorial, Université de Genève.

l'eau en Afrique; ou que cette crise n'est pas due à l'insuffisance de la ressource en eau mais résulterait plutôt d'une mauvaise gestion de cette ressource ?

Dans cette recherche, nous allons porter notre attention sur les intérêts géostratégiques dans le Bassin du Lac Tchad situé entre l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique Centrale. Le Bassin appartient à une vaste région en bordure Sud du désert du Sahara. Le bassin hydrographique du lac est théoriquement de 2 380 000 km², couvrant 7,8 % du continent. Mais le bassin actif se limite à 967 000 km² (Lemoalle, 2014). Autrefois l'un des plus grands lacs au monde, celui-ci s'est amoindri considérablement lors de ces dernières décennies. Le lac est confronté à des défis climatiques² mais aussi anthropiques³ qui menacent son existence. Selon les relevés scientifiques effectués par la NASA, le Lac Tchad est dix fois plus petit qu'il y a cinquante ans : 25 000 km² en 1964 contre 2 500 km² en 2004. Cependant, ajouté aux pressions des changements climatiques, la diminution de la superficie est liée à la construction des barrages sur les cours d'eaux qui ravitaillent le Lac⁴. Suite à cela, l'organisation américaine a prédit la disparition du lac à plus ou moins brève échéance (Ignasse, 2005).

Se trouvant dans quatre pays à la fois (Nigeria, le Niger, le Tchad et le Cameroun), le Lac Tchad est utilisé par environ 30 à 40 millions d'individus chaque année (Ignasse, 2005). Les eaux du Lac sont utilisées pour diverses activités. Les populations riveraines utilisent fréquemment le lac pour la pêche, l'irrigation des cultures, l'élevage ou encore pour faire du commerce entre les pays riverains. Les eaux du lac participent ainsi à créer des activités et des opportunités économiques importantes dans la région. D'un autre côté, les conflits autour du Lac Tchad se sont également intensifiés ces cinq dernières années avec le phénomène d'insécurité⁵ qui sévit dans la sous-région. Le groupe terroriste «*Boko Haram*» utilise également le Bassin du Lac Tchad pour mener ses activités illégales : des kidnappings, des rapt, des agressions etc. (Saibou, 2020). Une situation qui influence de manière significative les activités économiques de la région du Lac Tchad. Dès lors, plusieurs constats peuvent être faits : le premier est le déficit de

2 Il s'agit principalement de la diminution du niveau des eaux du lac dû à la faible pluviométrie qui est de 3 mois sur 12 au courant de l'année.

3 Le lac Tchad est surexploité par les activités agricoles. L'irrigation détourne une grande partie des eaux vers les terres agricoles. La construction des barrages hydroélectriques sur les fleuves où le lac prend sa source est également l'un des grands problèmes rencontrés.

4 La WWF, une organisation qui se consacre à la conservation de la faune et de la flore, dénonce la construction des barrages le long des fleuves au Nigéria. Des fleuves qui en principe ravitaillent le Lac Tchad. In *Afrique renouveau*, Nigéria 2012.

5 L'insécurité à laquelle nous faisons allusion ici est celle de l'organisation terroriste *Boko Haram* dont les actions affectent toute la région d'Afrique Centrale et Afrique de l'Ouest.

pluviosité, combiné à une grande utilisation des eaux du lac, favorisant ainsi la réduction rapide de la superficie de celui-ci. Le second constat est l'augmentation progressive de la population autour du lac ce qui favorise les affrontements d'accès à l'eau et l'émergence des conflits entre les populations. Le dernier constat est celui de l'insécurité imposée par l'organisation terroriste *Boko Haram* venant rajouter une difficulté supplémentaire aux obstacles préexistants autour du lac. A la suite de ces différentes observations, nous nous rendons compte des conséquences, socio-économiques, politiques et même humanitaires d'une telle crise dans le Bassin du Lac Tchad. Dès lors, il semble urgent de se poser les questions suivantes : Quels avantages économiques et stratégiques présente le Lac Tchad pour les acteurs et les forces en présence ? Quels sont les conflits qui pourraient résulter de la compétition liée à l'accessibilité à la ressource en eau ?

L'analyse des conflits et de la coopération autour des ressources en eau et plus particulièrement autour des bassins transfrontaliers est une problématique relativement actuelle. Notre objectif ici est de comprendre les relations qu'entretiennent les acteurs autour d'un même bassin ou lac. A travers le concept d'hydro-hégémonie nous allons aussi tenter d'expliquer les relations entre les États riverains; nous allons également déterminer le rôle de l'hydro-diplomatie dans la gestion des ressources en eau. Ici il s'agira en conséquence de comprendre et d'expliquer les relations de conflits et de coopération qui ne sont à priori jamais figées mais tendent à évoluer avec le temps.

Dans cette recherche, il s'agira de: établir quelques précisions sur les crises de l'eau dans le monde et surtout en Afrique; déterminer les différents avantages économiques et stratégiques du Lac Tchad; déterminer également les conflits sociaux actuels résultant de la compétition liée à l'accessibilité à la ressource en eau; enfin, examiner le système de gouvernance mis en place pour administrer le bassin du Lac Tchad afin d'empêcher sa disparition.

1. Quelques précisions sur les crises de l'eau dans le monde

Ces dernières années, la population mondiale s'est multipliée de façon exponentielle 6,5 milliards en 2005 et 7,5 milliards en 2017⁶. Avec un plus grand nombre de personnes à nourrir et une plus grande quantité d'eau nécessaire. Le développement économique semble être un grand challenge pour tous les Etats du monde. Durant ces dernières années, la population mondiale a ainsi triplé et l'utilisation de l'eau est devenue six fois plus grande (Ignasse, 2005). Dès lors, il

6 www.populationmondiale.com

est indispensable de comprendre à quoi renvoie le concept de crise de l'eau. La Banque Mondiale dans son récent rapport sur l'eau parle de «crise invisible»⁷. Cela dit cette crise n'est pas ouverte telle qu'un conflit armé classique, mais existe de manière latente. Pauchant en définissant l'expression «crise» pense que c'est «une accumulation d'événements probables au niveau d'une partie ou de l'organisation (Pauchant, 1988)». La crise de l'eau bien que très peu explicite aujourd'hui, on assiste néanmoins à des sortes prémices ou à un événement latent qui émerge progressivement vu le contexte actuel.

Le politologue Aaron Wolf⁸, a recensé l'ensemble des interactions possibles autour des cours d'eau transfrontaliers dans le monde et des ressources en eau en général. Aaron Wolf a identifié les interactions majeures autour de l'eau. Il distingue sept guerres de l'eau depuis la seconde guerre mondiale. Il s'agit tout d'abord de l'opposition entre l'Inde et le Pakistan; du conflit entre Israël et la Syrie en 1951, d'un bref conflit entre l'Égypte et le Soudan en 1958; un court conflit entre l'Éthiopie et la Somalie en 1963; en 1975 un conflit entre la Syrie et l'Irak au sujet de l'Euphrate et enfin, un conflit autour des ressources en eau en 1991 entre le Sénégal et la Mauritanie. Selon Aaron Wolf, sur ces quelques conflits, la très grande majorité, 80 % n'est en fait pas seulement liée à l'eau⁹ mais d'autres crises s'y ajoutent. Nonobstant, l'Organisation mondiale de l'alimentation (FAO) recense 345 traités liés à l'eau, plus particulièrement après la seconde guerre mondiale. On voit donc que l'instabilité politique pouvant être liée à l'eau pousse les pays à se tourner vers la coopération autour des ressources en eau.

Bien que la tendance semble être plus à la coopération, on peut néanmoins comprendre que l'Etat le plus fort peut dominer les enjeux. La grille d'analyse de l'hydro-hégémonie, qui a été proposé par Mark Zeitoun et Jereon Warner dans les années 2000 permet de comprendre quelles sont les relations de pouvoir entre les États qui partagent un cours d'eau transfrontalier. Ces auteurs pensent que, l'hydro-hégémonie ne passe pas seulement par la position riveraine sur le fleuve, mais aussi par d'autres dimensions (économique, militaire etc.). Parmi les critères de l'hégémonie, le pouvoir et le rapport relatif de puissance entre les différents pays figurent au premier plan. Ensuite, le potentiel économique et le potentiel d'exploitation du fleuve joue également un rôle prépondérant dans l'hydro-hégémonie (Zeitoun et Warner, 2006). Cette analyse définit clairement le caractère géostratégique que peut jouer l'eau, en ce sens que les Etats cherchent inéluctablement à se positionner en leader incontesté dans leurs régions.

7 Banque mondiale, *Quality Unknown: the invisible crisis water*, 2019

8 Géographe Américain, Université de l'Oregon, Lasserre

9 Géraldine Pflieger, op.cit.

Avec le cas du Nil, nous allons voir que la position de l'Égypte qui semble pourtant en situation géographique défavorable du fait que le pays se situe en aval, n'empêche pas que celui-ci bénéficie d'une certaine hégémonie sur le droit d'utilisation de ce fleuve. En effet, l'Égypte est une superpuissance régionale tant sur le plan historique, économique, technique, que militaire. De ce fait, de nombreux traités ont été ratifiés pour renforcer le pouvoir de l'Égypte sur le Nil. Le tout premier traité qui entérine la position dominante de l'Égypte est celui de 1902. C'est un traité qui interdit aux pays en amont comme l'Éthiopie d'initier des projets hydrauliques ou de barrages qui pourront désavantager l'Égypte se situant alors en aval. Pour cette raison, en 1929 d'autres faveurs «inégaux» viendront davantage renforcer la position de l'Égypte avec un accord qui va lui octroyer des quotas et des droits spéciaux d'accès à la ressource en eau (Gascon, 2015). Un accord qui permet à l'Égypte de mettre son refus sur tous les projets hydrauliques initiés par les États riverains en amont. Les pays comme le Kenya vont plus tard reprocher ces accords qui offrent une position d'hégémonie à l'Égypte au détriment d'autres États.

Tel que nous le constatons, le concept d'hydro-hégémonie permet de voir que le pays en aval peut être dans certains cas le plus puissant. Dans le cas de l'Égypte, en plus d'être un leader économique régional, elle dispose d'une position avantageuse grâce aux accords internationaux. En somme, l'eau à travers le monde représente une problématique géostratégique sérieuse et moderne. Le fait que les États s'engagent à ratifier des traités internationaux sur l'utilisation de l'eau prouve que cette ressource peut être une source de rivalités. Dans le cas de notre étude sur le bassin du Lac Tchad, le Directeur de la Division des terres et des eaux de la FAO, **Parviz Koohafkan**, estime que le Lac Tchad est l'un des plus importants sites du patrimoine agricole mondial¹⁰. L'importance du Lac Tchad pour les populations locales et les différents enjeux économiques, politiques et stratégiques qu'il représente méritent donc une attention particulière.

2. La gouvernance de l'eau un enjeu stratégique ?

La question de gestion de l'eau est au cœur des politiques de gouvernance de pays développés ou simplement de pays qui aspirent à l'émergence. Une préoccupation constituant ainsi un réel enjeu stratégique de développement. Le système de gouvernance de la ressource en eau participe à déterminer les règles politiques, institutionnelles et administratives qui sont prises et mises en œuvre par les forces en présence (États, acteurs privés...) afin d'encadrer cette

10 <https://www.un.org/africarenewal/fr/magazine/avril-2012/le-lac-tchad-se-tarit>

ressource naturelle¹¹. Grosso modo, le principe de cette gouvernance en soi permet de garantir le droit et l'accès à l'eau de manière organisée et équitable. Les conséquences directes de la croissance démographique et de l'urbanisation accélérée s'observent sur le niveau de l'accès à l'eau que ce soit pour des besoins primaires ou pour un usage à caractère économique. Aujourd'hui, en occident comme dans la plupart des pays du monde, la question de l'eau est fortement présente dans le débat public surtout lorsqu'on sait que les difficultés d'accès à l'eau se font de plus en plus croissantes particulièrement dans les pays en voie de développement. L'eau de par ses usages extrêmement diversifiés (hydroélectricité, pêche, irrigation, eau potable etc.) soumet cette ressource à des vulnérabilités nouvelles nécessitant alors une politique de gestion efficace de la part des Etats. Cependant, s'intéresser à la problématique de l'eau signifie également s'intéresser automatiquement aux enjeux institutionnels et aux enjeux de gestion afin de pouvoir analyser l'apport au développement de cette ressource, dans un contexte où l'accroissement de la population est plus que déterminant. Cela dit, les stratégies politiques mises en œuvre par un Etat doivent être efficaces afin que l'eau ne constitue pas une entrave à son développement ou que l'eau devienne une source de conflits sociaux et de «guerre» (Barone et Mayaux, 2019, p. 10).

Selon de nombreux experts, le fait que les pays africains soient affectés par de graves problèmes de carence en eau, n'est pas uniquement lié à la faible présence d'eau sur le territoire, mais également à la mauvaise gestion de cette ressource (Fourneau, 2009). La gestion de l'eau est donc confrontée non seulement à un manque de moyens infrastructurels, mais aussi à des défaillances au niveau institutionnel et fonctionnel des organismes en charge de son administration. La Banque Africaine de Développement estime que pour faire face à ces défis, l'approche de la gestion des ressources en eau devra s'opérer dans un cadre déterminé par trois principaux objectifs interdépendants à savoir : des objectifs sociaux, économiques et environnementaux. Selon la BAD, la politique de l'eau repose alors sur un principe selon lequel cette ressource doit être considérée comme un bien économique, social et environnemental (BAD, 2000). Ainsi, l'on constate que l'eau plus qu'une simple ressource naturelle constitue en soi un facteur stratégique de développement à plus d'un titre.

La gouvernance de l'eau dans le lac Tchad interpelle car c'est un cas qui relève d'une «vraie diplomatie de l'eau» puisque sa gestion est attribuée à un collège

11 La Gouvernance de l'Eau et de l'Assainissement appliquée aux projets humanitaires et de développement, Février 2016 Action contre la Faim-France. P.17

des pays limitrophes et membres de la Commission du Bassin du Lac Tchad depuis 1964¹².

3. Les avantages économiques et stratégiques du Lac Tchad

De nos jours, la course effrénée pour le développement impose une certaine concurrence pour l'accès aux ressources naturelles et particulièrement l'accès à la ressource en eau. Parmi les avantages stratégiques que les pays peuvent posséder pour favoriser leur développement économique, notons que la présence sur leur territoire d'abondantes ressources naturelles en eau est un atout capital (Kotlicki, 2008). Ici, il s'agira d'examiner les différents usages de la ressource en eau dans le but de favoriser le développement en tout genre principalement autour de la zone du Lac Tchad. La répartition inégale de la ressource en eau et sa carence à travers l'Afrique, constituent un cadre potentiellement intéressant de s'interroger sur la façon dont elle est exploitée au niveau du lac Tchad. En identifiant les activités pratiquées autour du lac, il sera question d'analyser le rôle de développement que peut jouer l'eau comme une valeur ajoutée économique répondant aux défis de développement durable en Afrique.

Le Lac Tchad est un pôle d'attraction économique non négligeable qui va au-delà de notre zone d'étude. Ce lac est comme nous l'avons dit précédemment est une zone hétéroclite très fréquentée. On observe au fil des années des migrations vers les frontières du lac par des peuples nomades venus d'ailleurs. Le bassin du Lac Tchad dans son ensemble compte près de 50 millions d'habitants en 2015¹³. Cette région se caractérise notamment par un peuplement humain hétérogène qui depuis des siècles représente un carrefour d'échanges économiques et socioculturels entre les peuples. De ce fait, en plus du Cameroun, du Nigéria, du Tchad et du Niger, les pêcheurs arrivent du Sénégal, du Burkina Faso, du Ghana ou du Mali (Magrin et Montclos, 2018 : 52). Les riverains de génération en génération exercent des activités qui sont essentiellement liées aux potentiels du lac. Cette effervescence démographique combinée aux ressources naturelles du lac ont permis aux populations riveraines de développer des activités productives fondées sur l'exploitation des ressources halieutiques, l'agriculture, l'élevage et le transport.

Ainsi, la pêche en particulier constituait autrefois l'une des attractions principales en lien avec la demande de produits alimentaires des marchés urbains.

12 Convention du 22 mai 1964 encore appelée Convention de Fort-Lamy.

13 Plan de développement et d'adaptation au changement climatique du lac Tchad, 2015 document PDF

Néanmoins, le dynamisme économique régional repose principalement sur un système d'agriculture et d'élevage complexe qui s'adapte aux différentes saisons et au changement climatique du milieu. Cela dit, le contexte d'opportunités économiques offert par le Lac Tchad n'est guère celui d'une production industrielle, mais une économie qui repose sur des activités de subsistance que sont la pêche, l'agriculture, élevage et le transport.

La pêche : jadis lorsque le lac possédait encore ses pleines capacités, «le grand Lac Tchad» offrait de grandes cargaisons de poissons aux pêcheurs et cette activité était considérée comme un métier noble et respecté au niveau local. Le Lac Tchad regorgeait d'une capacité de 120 000 tonnes de poissons par an (Mana, 2016). Mais avec le changement climatique la surexploitation des eaux du lac, le tarissement du lac devenu le «petit Lac Tchad»¹⁴, la pêche a perdu totalement sa notoriété.

L'agriculture : l'une des activités les plus répandues de toute la région est sans doute l'agriculture. Bien que pratiquée au niveau purement traditionnel, elle est celle qui offre le plus de sécurité alimentaire aux habitants de la région du Lac. Cette activité est même considérée comme celle qui a participé à la disparition progressive du lac Tchad, tant l'irrigation était consommatrice d'eau. Les terres sont très productives, les villageois y cultivent notamment du maïs, de l'arachide, de l'oignon, du riz ou encore du coton. Les riverains accumulent dans l'agriculture ou la pêche des revenus importants, qui sont souvent réinvestis dans l'élevage afin de multiplier les sources de revenu.

L'élevage : l'eau du lac a toujours été une aubaine pour les animaux. Selon la CBLT, la zone du Lac Tchad a une potentialité d'environ 204 millions d'unité de bétail tropical¹⁵. Certaines zones de la région étant arides et les pluies de plus en plus rares, le lac reste quasiment la seule source d'eau pour l'élevage. Bien que la cohabitation semble difficile entre agriculteurs et éleveurs, ceux-ci tentent tant bien que mal de partager cette ressource si chère à la survie de leurs activités.

Par ailleurs, le commerce et le transport transfrontalier sont également deux activités qui génèrent de revenus non négligeables. Les contrebandiers sillonnent les rives du fleuve jour et nuit pour faire traverser illégalement des marchandises vers les quatre pays riverains (sucre, riz, huiles végétales et autres produits agroalimentaires). Ces dernières années cette activité a connu un recul considérable du fait de l'insécurité qui sévit sur les rives du Lac Tchad, car la secte islamiste *Boko Haram* reste très présente dans cette zone.

14 En référence au niveau réduit du Lac observé en 1992

15 Idem.

Cependant, en termes de considération stratégique, le Lac Tchad bien que faisant vivre de millions de villageois, n'a toujours pas connu la même importance pour tous les Etats riverains. Pour le Cameroun et le Niger, le lac Tchad se situant à une extrême périphérie des capitales politiques, celui-ci présente un intérêt mineur pour les politiques publiques. Les politiciens privilégient ainsi des projets plus «intéressant politiquement» à leurs yeux. À ce titre, il fut longtemps en marge des projets nationaux de développement. Ces Etats ont sans doute privilégié orienter leurs investissements vers des localités beaucoup plus rentables. Par contre, le Tchad ne disposant d'aucun accès à la mer, qui de plus est un pays quasiment désertique; le lac Tchad représente alors une possibilité importante de développer la pêche et l'agriculture. Dans le cas du Nigeria, fort d'une démographie croissante de plus de 200 millions d'habitant, le Lac Tchad est perçu comme un espace pionnier, important à l'échelle nationale et régionale.

Il est important de constater que l'apport économique du Lac Tchad bien qu'important pour la population villageoise, reste une économie de subsistance ne bénéficiant que très rarement d'une attention des pouvoirs publics. Alors même que qu'historiquement ce lac est un carrefour économique qui mérite d'être valorisé par des politiques publiques ciblées. Une absence de gouvernance de l'eau dans la région qui est déplorable lorsqu'on se rend compte de la pauvreté et l'insécurité qui sévissent dans le lac Tchad menacent l'équilibre socioéconomique de tous les pays riverains. La zone du lac est une localité qui semble être abandonnée et les populations s'adaptent aux changements climatiques que la nature leur impose.

4. Les conflits liés à l'accès à la ressource en eau dans le lac Tchad

Stéphane Haefliger définit le conflit comme un affrontement entre plusieurs intérêts : c'est un désaccord, une idée s'opposant à une autre. Cet état de fait résulte de la modification d'une situation où l'on semblait être en confort. La nouvelle donne inspire alors le danger parce qu'elle représente la perte de repères connus, perte d'une condition établie et sûre. Les réactions aux changements peuvent alors devenir des sources de conflit (Haefliger, 2018). De nombreux observateurs pensent que l'eau sera bien plus que le pétrole; un enjeu géopolitique de sécurité et de développement majeur du XXI^e siècle. En effet, l'eau est l'un des premiers déterminants du développement. Ainsi, la répartition inégale de l'eau dans le monde et en Afrique fait de cette ressource naturelle une question «*conflictogène*». Un pays en carence d'eau est un pays qui ne peut ni approvisionner suffisamment sa population, ni prétendre à se développer. Le développement d'un Etat est conditionné par la résolution du problème d'accès à l'eau

(Lasserre et Descroix, 2002). Il apparaît ainsi clair que même si les crises liées à l'eau pour l'heure n'ont pas provoqué «des guerres ouvertes», les tensions restent néanmoins palpables.

A ce niveau, il importe de se pencher sur les facteurs qui font de l'eau une source de tensions entre les gouvernements et/ou entre les populations. En effet, rappelons que, l'eau est au centre des questions économiques, sociales, identitaires, environnementales, sécuritaires, mais de coopération entre Etats. Parmi ces différentes tensions dues à l'eau et surtout à son accès inégal dans la zone du lac Tchad, les effets du changement climatique et l'absence d'une politique de gestion efficace sont les principaux responsables des crises autour de l'eau dans le lac Tchad. Il est établi que les conflits «*agro pastoraux*» sont pour la plupart dus au réchauffement climatique et aux fluctuations d'eau que celui-ci engendre. En effet, dans cette région, l'agriculture se définit par une dépendance absolue à la pluie. Le tarissement du lac Tchad se pose comme la source de tensions au sein des communautés riveraines dans les environs du lac. Des habitants venus de différents pays se disputent le contrôle de l'eau restante¹⁶. En 2001, Coe et Fowley publiaient un article attribuant la diminution des apports fluviaux au lac en partie à une diminution de la pluie, mais aussi à l'action de l'homme par des prélèvements pour l'irrigation massive des espaces agricoles. Une diminution du Lac qui ne manque pas d'être visible aussi bien sur les images des satellites que sur le terrain¹⁷. Si la présente situation ne change pas, l'irrigation des cultures continuera de représenter le plus important danger pour le bassin du Lac Tchad et par conséquent favoriser l'apparition des conflits ouverts entre peuples.

Par ailleurs, la réduction des eaux du lac a permis de mettre à jour des nouvelles terres cultivables; cependant, l'accroissement démographique fait que les villageois s'affrontent pour l'accès à ces nouveaux espaces. Tous ces éléments sont des caractéristiques qui logiquement engendrent des tensions, voire de conflits armés et accentuent l'appauvrissement des populations¹⁸. Dans le cas spécifique du Lac Tchad, partout ou presque les activités d'élevage, d'agriculture et de pêche partagent les mêmes espaces. Depuis les années 80, ces pratiques sont devenues localement le pilier de l'économie locale en dépit des problèmes climatiques. Les populations vivent au rythme des saisons et des changements climatiques¹⁹. En effet, la pluviométrie dans la région étant réduite et les points d'eau peu nombreux, les éleveurs nomades viennent profiter des rives du Lac

16 Afrique Renouveau, Le Lac se tarit, Nigéria- Maiduguri, Avril 2012.

17 https://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins_textes/divers18-06/010072915.pdf

18 <https://wcaro.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/UNFPA-WCARO-BLT-FR-LAKE%20CAHD-STRATEGY-WEB-2.pdf> (p.18)

19 GRIP Groupe de Recherche sur la Paix et la Sécurité, Note No. 14,2014 pp. 03-14

Tchad (eau et pâturages plus abondants) pendant les périodes de sécheresse intense. Mais la forte occupation de l'espace par les paysans autochtones rend plus difficile le déplacement des troupeaux de bovins, car la zone du lac est aussi une zone typiquement agricole. Les conflits entre éleveurs et agriculteurs, le plus souvent sont des oppositions liées à la divagation du bétail à la recherche du pâturage dans les champs (Baché et al. 2020, p. 19). Ces conflits ont pour origine principale la destruction des cultures par les animaux. En plus, on note des rivalités entre agriculteurs également liés aux délimitations des parcelles et au creusement des canaux pour l'irrigation.

De ce fait, les conflits entre paysans et éleveurs sont devenus depuis quelques décennies très fréquents et parfois très meurtriers dans la partie méridionale du Tchad (Arditi, 2009). Dès lors, on assiste à des conflits récurrents entre éleveurs transhumants et pêcheurs, et entre pêcheurs eux-mêmes (Magrin et Montclos, 2018, p. 52). Il faut comprendre ici que la réduction des eaux du lac restreint aussi la zone de pêche et même l'abondance des poissons. Le plus souvent, les conflits dans le lac Tchad surviennent pendant des années de faible pluviométrie. A cette période, on observe une superficie réduite des eaux du lac; la forte pression sur les activités de pêche intensifie les conflits entre les pêcheurs (Baché et al. 2020, p. 18). Une concurrence qui semble converger fréquemment sur des disputes, particulièrement lorsque certains pêcheurs utilisent des motopompes, une pratique de pêche répandue qui permet l'exploitation des portions du lac afin d'attraper de grandes quantités de poissons (Baché et al. 2020, pp. 18-20). Dans ces circonstances, diverses expériences de médiation de résolution de conflits entre agriculteurs, éleveurs et pêcheurs ont été tentées par la CBLT. Face à cette situation complexe, cette commission montre aussi ses limites dans la résolution définitive de ces conflits (Seignobos, 2015).

Ajouté aux problèmes entre agriculteurs et pêcheurs, il est aussi utile de traiter d'un autre problème qui est celui de la pression démographique dans la région. La zone du Lac Tchad est confrontée à une situation marquée non seulement par la rareté des ressources (terres cultivables et eau), mais aussi par une augmentation exponentielle des utilisateurs de ces ressources. Depuis les années 80, le lac Tchad et ses environs accueillent continuellement de nouveaux migrants qui viennent profiter du potentiel du lac (terres fertiles pour l'agriculture et riches pâturages pour le bétail). La surpopulation dans cette région participe alors à créer des problèmes de territoire entre les villageois. De plus, la difficulté dans la zone du Lac Tchad est telle que les complications ne se limitent pas uniquement aux problèmes de territoire ou à la diminution de la superficie du lac. A partir de 2013, cette région connaît des événements de violence suite aux exactions

du groupe terroriste *Boko Haram*. Des dizaines de milliers de personnes ont été déplacées. Le commerce transfrontalier sur terre et dans le Bassin du Lac Tchad a été interrompu et l'économie régionale profondément déstabilisée (Saibou, 2020). Entre 2013 et 2014, la crise s'est étendue géographiquement, englobant dès lors toute la région du Lac Tchad. Ainsi, l'insécurité permanente générée par le conflit empêche les agriculteurs, les éleveurs, les pêcheurs et les commerçants de continuer leurs activités et d'offrir les moyens de subsistance aux populations locales. La zone du Lac Tchad représente clairement un carrefour stratégique car se trouve à la frontière de quatre pays. Ainsi, vue la densité démographique et les opportunités économiques autour de cette région, il est certainement nécessaire de se demander quel type de coopération est mise en place pour gérer un tel foisonnement d'intérêts par les Etats riverains ?

5. Le système de gouvernance mis en place pour administrer le bassin du Lac Tchad

La Conférence internationale sur l'eau et l'environnement tenue en janvier 1992 en Irlande, déclare dans son rapport que, «*L'eau, utilisée à de multiples fins, a une valeur économique et devrait être utilisée comme produit économique*». Cette conférence révèle que les impacts sur l'eau sont bien réels et nous en ressentons les effets de sa mauvaise gestion. Tout gouvernant ou aspirant à gouverner gagnerait à inscrire la thématique de l'eau dans les priorités de son agenda et de son programme pour éviter des crises socioéconomiques. De ce fait, il apparaît primordial de faire de la question du partage de l'eau un outil de coopération entre les Etats (Yatabary, 2016). Cependant, dans le cas du lac Tchad, comment l'eau peut être transformée en un outil de coopération et de développement entre les Etats riverains ? S'agissant de la mise en valeur du lac Tchad et de la politique de gestion de l'eau, un organisme commun à tous les pays riverains a été créé.

Le système de gouvernance et d'administration du bassin du Lac Tchad est géré par un organisme appelé Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT). Créée le 22 mai 1964 par la convention de Fort-Lamy (N'Djamena, Tchad), la CBLT a pour mission principale d'assurer la gestion intégrée de l'eau et des ressources halieutiques du bassin. L'une des missions assignées à la CBLT lors de sa création était d'assurer le maintien de la paix et de la sécurité dans la région du Lac Tchad²⁰. Au sein de cette organisation, le poste de Secrétaire Exécutif est en principe un poste rotatif entre les pays membres. Mais dans les faits il est occupé par le Nigéria depuis 50 ans. On constate alors que le principe d'hydro-hégémonie déve-

20 GRIP, note No.14, 2014

loppé par Aaron Wolf précédemment évoqué est aussi une réalité dans le cas du Bassin du Lac Tchad. La raison est que dans cette région le Nigéria est le pays le plus puissant tant économiquement que militairement dans cette commission. De plus, à l'échelle démographique, le Nigéria occupe à lui seul plus de la moitié (50%) de la population du lac Tchad; le Cameroun quant à lui occupe près d'un quart (25%); le Tchad environ 17 %, et enfin le Niger juste 3 % de la population totale²¹. La CBLT dès sa création est destinée à avoir un rôle important à jouer dans la gestion des eaux du lac; elle constitue le principal cadre institutionnel pour une action commune des pays riverains. Ainsi, face à l'ascension des menaces sécuritaires, notamment les agressions meurtrières de l'organisation terroriste *Boko Haram*, une force de défense multinationale est mise en place par les Etats membres.

D'un autre côté, en abordant les différents affrontements autour des eaux du Lac Tchad, il faut souligner que les conflits existants ne sont pas qu'entre les habitants; les Etats aussi sont souvent concernés. Quelques conflits ont opposé les Etats riverains au fil des années. Dans cette perspective, au cours des années 90, un conflit a opposé le Cameroun et le Nigeria au sujet de l'utilisation des eaux du lac Tchad par les populations rurales des deux pays. En cause, le creusement de vastes canaux d'irrigation côté nigérian qui dessèche les cultures du côté camerounais. Une pratique qui contribue fortement à l'assèchement du lac (Salliot, 2010). Suite aux plaintes récurrentes des agriculteurs camerounais auprès de leurs autorités administratives, le problème est porté par le Cameroun au niveau de la Commission du Bassin du Lac Tchad. Cependant, il faut noter que conformément à l'article 85 de la Charte de la CBLT, les États membres se sont engagés à régler les différends interétatiques à l'amiable.

Par ailleurs, parmi les initiatives de la CBLT ces dernières années figurent en premier plan les différents projets de renflouement des eaux du Lac Tchad. Pour faire face à l'assèchement du lac, les élites politiques de la Commission du bassin du lac Tchad se sont réunies à plusieurs reprises pour imaginer des solutions et relancer le projet de «sauvetage» du lac Tchad. Deux projets ont fait l'objet d'étude de faisabilité. Dans le premier projet, les chercheurs et entrepreneurs qui veulent sauver le lac Tchad de la disparition ont imaginé l'utilisation des eaux de l'Océan Atlantique. Il sera question ici, de dessaler cette eau de mer préalablement avant de l'acheminer vers le lac Tchad pour le remplissage. Une structure trop ambitieuse et difficilement réalisable en terme financier, d'où son abandon. Le second projet est celui envisagée par la CBLT depuis plus de 20 ans. Il vise également à renflouer le lac Tchad en détournant les eaux du fleuve Oubangui, soit

21 Idem

un transfert d'au moins 1350 kilomètres (Houmfa, 2010). Un projet qui est également resté en phase d'étude de faisabilité car les autorités congolaises n'ont pas approuvé la déviation de ce fleuve. La raison est que le fleuve risque de perdre aussi de sa profondeur et le projet aura un impact conséquent sur la biodiversité du fleuve.

Cependant, s'il faut analyser l'apport de la CBLT, il reste très mitigé à notre avis. Les problèmes entre agriculteurs et pêcheurs, l'insécurité ou le renflouement des eaux du lac²² tardent à trouver des solutions. Le développement des États riverains est pour la CBLT un objectif fondateur de l'organisation. Cependant, les scénarios négatifs de conflits pour l'accès à l'eau en milieu rural, l'accroissement de la pauvreté, le manque de dynamisme économique autour du lac sont des éléments qui ne participent pas à la valorisation du potentiel de croissance de la zone du lac Tchad. En outre, l'économie rurale qui est vulnérable et dépendante des conditions naturelles ne bénéficie pas des soutiens politiques escomptés.

Ainsi, on peut considérer que la raison de stagnation de l'économie locale est directement liée à la mauvaise coordination des efforts politiques des États membres. La CBLT pourrait contribuer à créer des conditions propices et assoir son autorité en retour. Elle s'affirmerait alors comme une institution régionale charnière, indispensable aux États en matière de gestion des eaux et de développement économique régional. La CBLT jouerait un rôle fondamental dans la planification des politiques des États membres en matière de gestion de la ressource en eau; elle pourrait également participer au renforcement de l'économie locale qui depuis des années peine à se moderniser. En attendant, les jeunes sans emplois sont de plus en plus tentés de se faire recruter par l'organisation terroriste *Boko Haram*.

Conclusion

La ressource en eau avant d'être un problème technique est d'abord une préoccupation sociale, politique, économique et climatique. Le développement durable de tout pays passe par une prise en considération de la gestion de cette denrée. Le concept de crise de l'eau peut avoir plus de sens en Afrique pour la simple raison que sa démographie augmente rapidement et la majorité des pays sont en voie de développement. Dans ce contexte l'eau est très sollicitée; par exemple l'agriculture (la culture du riz) à elle seule représente 85% des prélèvements d'eau en Afrique et les pays arides peuvent en solliciter davantage (Roche, 2003). Ainsi la gestion de l'eau en Afrique est étroitement liée à l'avenir de l'agri-

22 Il s'agit ici du projet controversé du *transfert des eaux du fleuve Oubangui du Congo vers le lac via un canal créé pour l'occasion*

culture. Dans le cas du Lac Tchad, la CBLT est une plateforme de travail entre Etats «propriétaires» des ressources en eau, mais aussi comme une institution permettant de créer une dynamique de coopération. Ainsi, contribuer à gérer rationnellement les conflits liés à l'eau et mettre en place des projets de développement relèvent quasiment d'une logique de diplomatie. Cette institution participe à trouver les voies et moyens d'arrangements pour éviter le conflit de l'eau. Loin de jeux et enjeux géostratégiques, l'eau en collaborant pour sa gestion deviendra une réalité tangible pour les intérêts des pays riverains et palliera sans doute aux soucis de développement durable.

Améliorer de façon durable les conditions de vie des populations et le système de résilience semble être une urgence régionale au risque de voir une immigration massive des populations de la zone du Lac Tchad vers l'intérieur des pays. La sécurité alimentaire et l'emploi sont menacés par l'insécurité territoriale et les effets de changements climatiques. Améliorer la gouvernance régionale de l'eau et des ressources naturelles ne doit pas être uniquement inscrit sur les documents administratifs; l'exécution effective des initiatives prises par les Etats membres devrait être priorisée. La gestion de la ressource en eau, la résolution des conflits entre les acteurs du Lac Tchad et le phénomène grandissant de l'insécurité sont ici les grands enjeux autour du Lac Tchad qui peuvent directement menacer la souveraineté des Etats riverains.

Bibliographie

- Aïcha YATABARY, Conflits et risques de conflits liés à l'eau en Afrique, aichayatabary.over-blog.com 2016;
- Aron Raymond, Paix et guerre entre les nations, Paris, Calmann-Lévy, 8e éd., 1984, p. 188 : "L'espace peut être considéré tour à tour comme milieu, théâtre et enjeu de la politique étrangère";
- Claire König, Géopolitique et guerre de l'eau, 2016 in <https://www.futura-sciences.com/planete/dossiers/developpement-durable-geopolitique-guerre-eau-622/>
- Claude Arditi, «Conflits agriculteurs-éleveurs et "enfants bouviers" au Tchad méridional: essai d'analyse anthropologique», CEA-EHESS, 5013 Paris, 2009, 10 pages;
- Collier & Hoeffler (2004), Greed and grievance in civil war, Oxford economic papers, Oxford University Press, pp. 563-595.
- Florence Sylvestre, «Variabilité paléo-hydrologique et changement climatique», dans Jacques Lemoalle (dir.) et alii, *Le développement du Lac Tchad : situation actuelle et futurs possibles*, IRD, 2014 p. 84;
- Gascon, A. (2015)- Combats sur le Nil: la guerre de l'eau ? Bulletin de l'Association des géographes français, <https://doi.org/10.4000/bagf.565>, pp. 154-166.
- Géraud Magrin et Marc-Antoine Pérouse de Montclos, Crise et développement La région du lac Tchad à l'épreuve de Boko Haram, éditions AFD, 2018, 294 pages.
- GRIP, Groupement de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité, Note No. 14, 02 Décembre 2014, Bruxelles, 13 pages.
- Jacques Lemoalle & Géraud MAGRIN, Development of Lake Chad : Current Situation and Possible Outcomes, IRD Edition, Marseille 2014, 855 pages;
- Joël Ignasse, «Peut-on encore sauver le lac Tchad ?», *Sciences et Avenir*, 29 juin 2005
- Johanna Baché et autres, Étude régionale de recherche Bassin du lac Tchad : *Soutenir la cohésion sociale par l'appui aux mécanismes endogènes de prévention, médiation et résolution de conflits ?* Rapport de recherche, le groupe URD Urgence. Réhabilitation. Développement, 2020 document PDF, 56 pages.
- La Conférence internationale sur l'eau et l'environnement, Dublin, Irlande, 26-31 janvier 1992.
- La crise Boko Haram et ses répercussions sur le développement dans la région de l'Extrême-Nord du Cameroun, © 2018 Commission économique pour l'Afrique Addis-Abeba, Éthiopie.
- Lasserre, Frédéric et Descroix, Luc (2002) *Eaux et territoire. Tensions, coopérations et géopolitique de l'eau*. Ste-Foy, Presses de l'Université du Québec (Coll. «Géographie contemporaine»), 475 pages.
- Mana Boubakari, 6ème Atelier sur l'adaptation au changement climatique dans les bassins transfrontaliers, Genève, 13 septembre 2016, document PDF 15 pages.
- Marie-José Kotlicki, Les Activités Économiques Dans Le Monde Liées À L'eau, Rapport République Française Avis Et Rapports Du Conseil Économique, Social Et Environnemental, France 2008, document PDF.

- Martine Valo, «La crise de l'eau illustrée en 5 graphiques», in Journal LE MONDE, Publié le 17 mars 2015.
- Mbodou Mbami, A (2007): la gestion des ressources dans le bassin conventionnel du Lac Tchad, état des lieux et perspectives, Mémoire pour l'obtention du diplôme de Master 2 en Droit international de l'environnement, Limoges, Université de Limoges, Faculté de Droit et de Sciences Economiques, 81 pages.
- Mohamadou Houmfa, Le sauvetage du Lac Tchad à l'agenda, Journal LE TEMPS, Publié lundi 6 septembre 2010.
- Nadmian Ndadoum, «Les conflits sociaux aux rivages du lac Tchad dus à la régression du niveau des eaux: le cas du canton de Bol», Université de Karlsruhe - Master 2010.
- Pierre-Alain Roche, L'eau, enjeu vital pour l'Afrique, in *Afrique contemporaine 2003/1 (n° 205)*, pages 39 à 75.
- Pouyaud, B., Colombani, J. (1989): Les variations extrêmes du lac Tchad: L'assèchement est-il possible? Annales de Géographie, n° 545 Janvier-Février, Paris, ORSTOM, 23 pages.
- Roitman, J (2004): Autour du Lac Tchad: intégrations et désintégrations, Paris, Karthala, 7-22 p.
- Salliot Emmanuel, «Différend frontalier entre le Nigeria et le Cameroun à propos des îles sur le lac Tchad 1987 – 2004», CSAO, 2010.
- Stéphane Haefliger, Qu'est-ce qu'un conflit ? ACT Formation, document PDF 2018, 16 pages.
- Stéphane Rosière , «Géographie politique, géopolitique et géostratégie: distinctions opératoires» in L'Information géographique - January 2001.
- Sylvain Barone et Pierre-Louis Mayaux, (2019). Les politiques de l'eau, Mars 2019 ResearchGate, 25 pages.
- Van Cotthem, W (2009): l'assèchement du lac Tchad menace les moyens d'existence des riverains, online unter URL < <http://nethumanitaires.wordpress.com/2009/10/15/lassèchement-du-lac-tchadmenace-les-moyens-dexistence-des-riverains-fao/> Zugriff 25. 11. 2009.
- Zeitoun, M. & Warner, J. (2006). Hydro-hegemony a-framework for analysis of trans-boundary water policy, 435-460.
- Saibou Issa et al. (2020). Boko Haram: les mots d'une crise; The Boko Haram crisis through words: édition bilingue Français-Anglais, Harmattan Cameroun, octobre 2020.
- Seignobos Christian, 2015, «boko haram et le lac tchad», Afrique Contemporaine, vol. 255, n°3, (p. 93-120).
- Johanna Baché et al. (2020). Étude régionale de recherche Bassin du lac Tchad : Soutenir la cohésion sociale par l'appui aux mécanismes endogènes de prévention, médiation et résolution de conflits ? Rapport de recherche RESILAC, document PDF 56 pages. https://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Rapport_RESILAC_CohesionSociale_Bassin-du-lac-Tchad.pdf

